

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 368

4 FEVRIER 1987. — Arrêté royal fixant la composition de la commission interministérielle en ce qui concerne le Troisième circuit de travail et le Cadre spécial temporaire (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, notamment l'article 82, modifié par l'arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986 modifiant la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

Vu l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, notamment l'article 17, modifié par l'arrêté royal n° 473 du 28 octobre 1986 modifiant le chapitre III, Troisième circuit de travail et le chapitre IV, Disposition finale, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand;

Sur proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La Commission interministérielle visée à l'article 82 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 et à l'article 17 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand est composée de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan et de Notre Ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles ou de leurs représentants.

Art. 2. Les membres des Exécutifs régionaux qui ont l'emploi dans leurs attributions ou leurs représentants sont également membres de la Commission visée à l'article 1er. Ils y ont voix consultative.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail préside la Commission visée à l'article 1er.

Art. 4. Le secrétariat de la Commission visée à l'article 1er est organisé par Notre Ministre de l'Emploi et du Travail.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 87 — 369

19 FEVRIER 1987

Arrêté ministériel portant des mesures temporaires
de lutte contre la peste porcine classique

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles, modifié par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par la loi du 2 avril 1971;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relative à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifiée par l'arrêté royal du 20 avril 1982, notamment les articles 29 et 36bis;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 368

4 FEBRUARI 1987. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling van de interministeriële commissie met betrekking tot het Derde arbeidscircuit en het Bijzonder tijdelijk kader (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, inzonderheid op het artikel 82, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 472 van 28 oktober 1986 tot wijziging van afdeling 3, Bijzonder tijdelijk kader, van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, inzonderheid op het artikel 17, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986 tot wijziging van hoofdstuk III, Derde arbeidscircuit en hoofdstuk IV, Slotbepaling, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

Op voorstel van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De interministeriële commissie bedoeld bij artikel 82 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 en bij artikel 17 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector is samengesteld uit Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan en Onze Minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen, of hun vertegenwoordigers.

Art. 2. De Leden van de Gewestexecutieven die de werkgelegenheid in hun bevoegdheid hebben of hun vertegenwoordigers maken eveneens deel uit van de Commissie bedoeld bij artikel 1. Zij hebben adviserende stem.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zit de Commissie bedoeld bij artikel 1 voor.

Art. 4. Het secretariaat van de Commissie bedoeld bij artikel 1 wordt georganiseerd door Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid
M. HANSENNE

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 87 — 369

19 FEBRUARI 1987
Ministerieel besluit houdende tijdelijke maatregelen
ter bestrijding van de klassieke varkenspest

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wet van 2 april 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 april 1982, inzonderheid op de artikelen 29 en 36bis;

Vu l'accord du Ministre des Relations extérieures;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'extension de la peste porcine classique rend nécessaire de prendre des mesures de lutte temporaire,

Arrête :

Article 1er. Autour des zones de protection des provinces de Limbourg, Brabant et Liège sont délimitées des zones composées des communes reprises à l'annexe I du présent arrêté. Ces zones sont appelées zones tampons.

Art. 2. Dans les régions situées en dehors de la région I et de la « zone de vaccination 1985 », le rayon de la zone de protection visée à l'article 19, § 1 de l'arrêté royal du 1er septembre 1981 portant mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine classique et à la peste porcine africaine, est fixé pour tous les foyers à 5 km minimum.

Art. 3. Dans les zones tampons les mesures suivants sont d'application :

1. tous les porcs doivent être séquestrés;
2. toute sortie de porcs autres que des porcs d'abattage de plus de 80 kg est interdite à partir d'exploitation où sont détenus des porcs;
3. toute entrée de porcs dans ces exploitations est interdite;
4. l'accès des bâtiments et parcours de toute exploitation où sont détenus des porcs est interdit aux personnes et aux animaux étrangers à l'exploitation ou à l'établissement, à l'exception :
 - a) du personnel du service vétérinaire, ou des personnes dûment requises par l'inspecteur vétérinaire;
 - b) du personnel préposé de l'usine de destruction;
 - c) des autorités de police;
 - d) des personnes préposées aux soins à donner aux animaux qui y sont appelées pour des nécessités de service, ou de ravitaillement;
 - e) des personnes qui professionnellement sont appelées aux exploitations pour l'exécution des mesures prévues à l'article 5.

Avant de quitter l'exploitation toutes ces personnes sont tenues de procéder à une désinfection soignée à l'aide d'un désinfectant approprié de toute ce qui peut constituer un vecteur de la maladie.

Art. 4. La tenue des foires, marchés, concours, expertises et autres rassemblements de porcs est interdite dans les provinces de Limbourg et de Liège et dans l'arrondissement de Louvain.

Art. 5. § 1er. En dérogation aux dispositions de l'article 3 les porcs autres que les porcs de boucherie issus d'exploitations situées dans les zones tampons peuvent, à partir du 9 mars 1987 être transportés directement de l'exploitation de provenance à l'exploitation de destination, si les conditions suivantes sont remplies :

a) la demande de transport doit être faite 72 heures avant le transport, non compris les dimanches et jours fériés, au vétérinaire désigné par le Service vétérinaire, en mentionnant :

- les nom, prénom et adresse du détenteur;
- le nombre de porcs à transporter;
- l'exploitation d'engraissage de destination;
- la date du transport.

b) le transport est effectué sous le couvert de l'autorisation dont le modèle est repris comme annexe II du présent arrêté délivrée par le médecin vétérinaire agréé mentionné ci-dessus après que ce médecin vétérinaire agréé ait effectué l'examen clinique de tous les porcs de l'exploitation, les ait reconnus indemnes de tous symptômes de maladies et ait constaté que les porcs destinés à être transportés ont été identifiés à l'aide de la marque articulaire conformément à l'arrêté ministériel du 19 février 1982, portant réglementation de l'identification des porcs d'élevage et d'engraissage et l'enregistrement des porcs.

Le transport doit avoir lieu dans les 24 heures à partir de la délivrance de l'autorisation visée à l'annexe II;

c) le dixième jour suivant l'arrivée le détenteur de l'exploitation de destination invite un vétérinaire agréé de son choix pour examen. Ce dernier dresse l'inventaire de l'exploitation et effectue un examen clinique des porcs de l'exploitation, en particulier des porcs introduits en application du présent paragraphe dont il vérifie également la correspondance de l'identification; il reçoit l'autorisation de transport, la complète et l'envoie endéans les 24 heures à l'inspecteur vétérinaire de la circonscription y mentionnée.

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de uitbreiding van de klassieke varkenspest het nemen van tijdelijke bestrijdingsmaatregelen noodzakelijk maakt,

Besluit :

Artikel 1. Rond de schutkringen in de provincies Limburg, Brabant en Luik worden zones afgebakend bestaande uit de gemeenten opgesomd in bijlage I van dit besluit. Deze zones worden verder bufferzones genoemd.

Art. 2. In de gebieden gelegen buiten gebied I en de « entzone 85 » wordt bij alle haarden van klassieke varkenspest de straal van de schutkring, zoals bedoeld in artikel 19, § 1 van het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke en de Afrikaanse varkenspest, vastgesteld op minimum 5 km.

Art. 3. In de bufferzone zijn volgende maatregelen van toepassing :

1. alle varkens moeten afgezonderd worden;
2. elke afvoer van andere varkens dan slachtvarkens van meer dan tachtig kg van de bedrijven waar varkens worden gehouden, is verboden;
3. elk binnenvangen van varkens in deze bedrijven is verboden;
4. de toegang tot de gebouwen en de terreinen van elk bedrijf waar varkens worden gehouden, is verboden aan personen en dieren vreemd aan het bedrijf of de inrichting, met uitzondering :
 - a) van het personeel van de diergeneeskundige dienst of van personen opgevoerd door de inspecteur-dierenarts;
 - b) van het personeel aangesteld door het destructiebedrijf;
 - c) van de politie;
 - d) van de personen aangesteld om de dieren te verzorgen en die er geroepen zijn voor de dienst- of bevoorrading nooddwendigheid;
 - e) van de personen die beroepshalve op de bedrijven dienen aanwezig te zijn voor de uitvoering van de maatregelen voorzien bij artikel 5.

Vooraleer het bedrijf te verlaten, zijn al deze personen gehouden over te gaan tot een degelijke ontsmetting met een geschikt ontsmettingsmiddel van alles wat drager van de ziekte kan zijn.

Art. 4. Het houden van jaarmarkten, markten, prijskampen, veilingen en andere verzamelingen van varkens is verboden in de provincies Limburg en Luik en in het arrondissement Leuven.

Art. 5. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 3 mogen andere varkens dan slachtvarkens afkomstig van bedrijven gelegen in de bufferzones, vanaf 9 maart 1987 vervoerd worden rechtstreeks van het bedrijf van herkomst naar het bedrijf van bestemming, mits de volgende voorwaarden nageleefd worden :

a) de vraag tot vervoer moet worden gedaan 72 uur vóór het vervoer, zon- en feestdagen niet inbegrepen, bij de door de Diergeeskundige Dienst aangeduiden dierenarts, met vermelding van :

- naam, voornaam en adres van de houder;
- het aantal te vervoeren varkens;
- het mestbedrijf van bestemming;
- de datum van het vervoer.

b) het vervoer heeft plaats onder dekking van een toelating, waarvan een model gevogd is bij dit besluit als bijlage II, aangevuld door bovenvermelde dierenarts, nadat deze een klinisch onderzoek van alle varkens van het bedrijf heeft verricht en geen ziektesymptomen heeft vastgesteld en heeft vastgesteld dat de te vervoeren varkens zijn gemerkt met het oormerk geplaatst in toepassing van het ministerieel besluit van 19 februari 1982 houdende reglementering van de identificatie van fok- en mestvarkens en de registratie van varkens.

Het vervoer moet plaatshebben binnen de 24 uur na aflevering van de toelating bedoeld in bijlage II;

c) op de tiende dag na aankomst ontbiedt de houder van het bedrijf van bestemming een aangenomen dierenarts naar keuze. Deze maakt de inventaris op van het bedrijf en voert een gezondheidsecontrole uit op de varkens van het bedrijf, in het bijzonder op de varkens die in toepassing van deze paragraaf werden aangevoerd waarvan hij tevens de overeenstemming van de identificatie nagaat; hij neemt de vervoertoelating in ontvangst vult ze in en zendt ze binnen de 24 uur aan de inspecteur-dierenarts van de erop vermelde omschrijving.

Au cas où le transport concerne différentes exploitations de provenance et une seule exploitation de destination, le chargement dans les exploitations de provenance peut se faire en une seule tournée.

§ 2. Pendant les trois premières semaines après l'arrivée des porcs dans l'exploitation de destination comme prévu au § 1er du présent article, peuvent uniquement quitter l'exploitation des porcs de boucherie pour l'abattage immédiat.

Art. 6. § 1er. Dès qu'un détenteur constate que plusieurs porcs de son exploitation présentent des troubles ou des symptômes d'une maladie, notamment la fièvre, le manque d'appétit, la diarrhée, la toux, des éternuements, la croissance diminuée, des symptômes nerveux, des hémorragies internes ou externes ou la mortalité il est obligé de faire immédiatement appel à un vétérinaire agréé.

§ 2. Le vétérinaire appelé en application du paragraphe précédent examine dans les 24 heures tous les porcs de l'exploitation. Il envoie un ou plusieurs porcs vivants, ou cadavres, des organes ou d'autres matériaux diagnostiques au centre de dépistage de la fédération provinciale de lutte contre les maladies du bétail compétent de la province dans laquelle l'exploitation concernée est située.

Art. 7. Dans le cas où le détenteur refuse ou omet de se conformer aux dispositions de l'article 6, son exploitation est considérée d'office comme foyer caché et les dispositions des articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine et à la peste porcine africaine y sont d'application sans préjudice des peines prévues à l'article 10.

Art. 8. § 1er. Le Service vétérinaire peut effectuer dans tous les cheptels porcins des prélèvements en vue du dépistage de la peste porcine classique. L'inspecteur vétérinaire peut, pour procéder aux prélèvements visés ci-dessus, faire appel à tout médecin vétérinaire agréé. Pour ces opérations, le personnel du service vétérinaire, le personnel de l'Institut national de Recherches vétérinaires et les vétérinaires requis ont libre accès aux exploitations concernées. Les détenteurs de porcs sont tenus de porter assistance aux personnes proposées à ce prélèvement et ne peuvent s'y opposer.

§ 2. Dans les exploitations, hors des zones où la vaccination est obligatoire en application de l'arrêté ministériel du 10 novembre 1981 portant réglementation de la vaccination contre la peste porcine classique, où l'examen sérologique montre qu'il se trouve des porteurs d'anticorps contre la peste porcine classique, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 mars 1983 portant des mesures en vue du dépistage des porteurs de virus de la peste porcine classique sont d'application.

Lorsque dans ces exploitations un ou plusieurs porcs montrent des symptômes ou des signes anatomo-pathologiques qui peuvent faire suspecter la peste porcine classique, celles sont considérées d'office comme foyer.

Les dispositions du chapitre III de l'arrêté royal du 10 septembre 1981 y sont d'application. Les porcs qui sont porteurs d'anticorps sont considérés comme suspects d'être atteints et indemnisés à 50 pour cent de leur valeur expertisée comme prévu à l'article 15, § 1er, de l'arrêté précité.

Cependant l'indemnité prévue à l'article 15 de cet arrêté, n'est pas accordée si l'est constaté que les anticorps sont consécutifs à une vaccination frauduleuse contre la peste porcine classique.

Art. 9. Chaque moyen de transport trouvé en infraction aux dispositions de cet arrêté est saisi sans préjudice des poursuites judiciaires à la charge du contrevenant. Les porcs vivants trouvés en infraction aux dispositions du présent arrêté, sont saisis, mis à mort sans indemnités à l'abattoir public le plus proche et enlevés par l'usine de destruction.

Art. 10. Les inspecteurs vétérinaires, le personnel de l'Institut national de Recherches vétérinaires, les médecins vétérinaires agréés requis, la gendarmerie et la police, sont chargés de l'application du présent arrêté.

Les infractions aux dispositions de cet arrêté sont recherchées, établies, poursuivies et punies comme prévu aux articles 3, 4, 6 et 7 de la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 février 1987.

P. DE KEERSMAEKER

Indien het een vervoer betreft van verschillende bedrijven van herkomst met eenzelfde bedrijf van bestemming, mag de ophaling op de bedrijven van herkomst in één ophaalbeurt geschieden.

§ 2. Vanuit een bedrijf van bestemming zoals bedoeld in § 1 van dit artikel mogen de eerste drie weken na aankomst van de varkens op het bedrijf geen andere varkens dan slachtvarkens voor onmiddellijke slachting worden afgevoerd.

Art. 6. § 1. Van zodra eenhouder bij verscheidene varkens van zijn bedrijf stoornissen of enig teken van een ziekte, zoals koorts, gebrekige eetlust, diarrhée, hoesten, niezen, verminderde groei, zenuwstoornissen, in- of uitwendige bloedingen, verwerping of sterfte vaststelt, is hij verplicht onmiddellijk beroep te doen op een aangenomen dierenarts.

§ 2. In toepassing van voorgaande paragraaf opgeroepen dierenarts onderzoekt binnen de 24 uur alle varkens van het bedrijf. Hij maakt een of meer levende dieren, krenget, organen of ander diagnostisch materiaal aan het opsporingscentrum van het provinciaal verbond voor diergezondheid bestrijding bevoegd voor de provincie waarin het betrokken bedrijf gelegen is, over.

Art. 7. Ingeval de houder weigert of nalaat de bepalingen van artikel 6 na te leven, wordt zijn bedrijf ambtshalve beschouwd als verborgen haard en zijn de artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergezondheid politie betreffende de klassieke en de Afrikaanse varkenspest, onverminderd de bij artikel 10 voorziene strafmaatregelen.

Art. 8. § 1. De Diergezondheid Dienst mag in alle varkensbestanden monsters nemen of doen nemen, met het oog op de opsporing van de klassieke varkenspest. De inspecteur-dierenarts mag voor het uitvoeren van hoger genoemde staalnaren beroep doen op een aangenomen dierenarts. Voor deze handelingen hebben het personeel van de diergezondheid dienst van het Nationaal Instituut voor Diergezondheid Onderzoek en de aangenomen dierenarts vrije toegang tot de betrokken bedrijven. De varkenshouders zijn verplicht hulp te verlenen aan de personen aangesteld voor de monsternamme en ze mogen er zich niet tegen verzetten.

§ 2. Op bedrijven, gelegen buiten de gebieden waar de vaccinatie is opgelegd krachtens het ministerieel besluit van 19 november 1981 houdende reglementering van de vaccinatie tegen de klassieke varkenspest, waar uit serologisch onderzoek blijkt dat er zich één of meer dragers van antistoffen tegen klassieke varkenspest bevinden, zijn de bepalingen van artikel 5 van het ministerieel besluit van 22 maart 1983 houdende maatregelen voor het opsporen van dragers van het virus van klassieke varkenspest van toepassing.

Wanneer zich op deze bedrijven één of meerdere varkens bevinden, die symptomen of pathologisch anatomische afwijkingen vertonen, die wijzen op de mogelijkheid aanwezigheid van de klassieke varkenspest, worden zij ambtshalve als haard beschouwd.

De bepalingen van hoofdstuk III van voornoemd koninklijk besluit van 10 september 1981 zijn er van toepassing. Varkens die dragers zijn van antistoffen worden beschouwd als verdacht aangehaakte varkens en worden vergoed aan 50 procent van de geschatte waarde, zoals voorzien bij artikel 15, § 1, van voormeld besluit.

Evenwel wordt de vergoeding voorzien bij artikel 15 van dat besluit niet toegekend indien wordt vastgesteld dat de antistoffen zouden te wijzen zijn aan een wederrechtelijke vaccinatie tegen klassieke varkenspest.

Art. 9. Elk transportmiddel in overtreding met de bepalingen van dit besluit, wordt in beslag genomen, onverminderd de gerechtelijke vervolgingen ten laste van de overtredener. De levende varkens die in overtreding worden bevonden met de bepalingen van dit besluit worden in beslag genomen, zonder vergoedingen afgemaakt in het dichtstgelegen openbaar slachthuis en opgehaald door het destruc tiebedrijf.

Art. 10. De inspecteur-dierenartsen, het personeel van het Nationaal Instituut voor Diergezondheid Onderzoek, de opgevorderde aangenomen dierenartsen, de rijkswacht en de politie, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Overtredingen op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgelegd, vervolgd en gestraft overeenkomstig de artikelen 3, 4, 6 en 7 van de wet van 30 december 1882 op de diergezondheid politie.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 februari 1987.

P. DE KEERSMAEKER

Annexe I de l'arrêté ministériel du 10 février 1987

Zones tampons délimitées dans les zones III et IV

1. Les communes suivantes forment la zone tampon 1 :

- | | |
|---------------------------|--------------------------------|
| 1. Lommel | 37. Lubbeek |
| 2. Neerpelt | 38. Glabbeek |
| 3. Hamont-Achel | 39. Kortenaken |
| 4. Bocholt | 40. Geetbets |
| 5. Overpelt | 41. Nieuwerkerken |
| 6. Bree | 42. Alken |
| 7. Kinrooi | 43. Bierbeek |
| 8. Balen | 44. Boutersem |
| 9. Hechtel-Eksel | 45. Tienen (Tirlemont) |
| 10. Peer | 46. Linter |
| 11. Meeuwen-Gruitrode | 47. Zoutleeuw |
| 12. Maaseik | 48. Sint-Truiden (Saint-Trond) |
| 13. Meerhout | 49. Hoegaarden |
| 14. Ham | 50. Landen |
| 15. Leopoldsburg | 51. Gingelom |
| 16. Opglabbeek | 52. Hannut (Hannuit) |
| 17. Herselt | 53. Geer |
| 18. Laakdal | 54. Berloz |
| 19. Tessenderlo | 55. Waremme (Borgworm) |
| 20. Beringen | 56. Wasseiges |
| 21. Houthalen-Helchteren | 57. Braives |
| 22. Begijnendijk | 58. Faimes |
| 23. Aarschot | 59. Donceel |
| 24. Scherpenheuvel-Zichem | 60. Verlaine |
| 25. Diest | 61. Saint-Georges-Sur-Meuse |
| 26. Halen | 62. Burdinne |
| 27. Lummen | 63. Villers-le-Bouillet |
| 28. Heusden-Zolder | 64. Héron |
| 29. Zonhoven | 65. Wanze |
| 30. Rotselaar | 66. Amay |
| 31. Holsbeek | 67. Huy (Hoei) |
| 32. Tielt-Winge | 68. Marchin |
| 33. Bekkevoort | 69. Modave |
| 34. Herk-de-Stad | |
| 35. Hasselt | |
| 36. Leuven (Louvain) | |

2. Les communes suivantes forment la zone tampon 2 :

- | | |
|-------------------------|------------------------|
| 1. Visé | 12. Thimister-Clermont |
| 2. Dalhem | 13. Welkenraedt |
| 3. Voeren (Fourons) | 14. Beyne-Heusay |
| 4. Aubel | 15. Fléron |
| 5. Plombières | 16. Soumagne |
| 6. La Calamine (Kelmis) | 17. Dison |
| 7. Lontzen | 18. Limbourg (Limburg) |
| 8. Raeren | 19. Baelen |
| 9. Eupen | 20. Olne |
| 10. Blégny | 21. Pepinster |
| 11. Herve | 22. Verviers |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 19 février 1987.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Annexe II à l'arrêté ministériel du 19 février 1987

Autorisation de transport de porcs autres que les porcs de boucherie
à partir d'exploitations situées dans les zones tampons en application de
l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 février 1987.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE - SERVICE VETERINAIRE

Circonscription n° : Formulaire n° :

A. EXPLOITATION DE PROVENANCE

1. Nom : Prénom :
rue : nr. :
Numéro postal : Commune :
2. Nombre et catégorie des
porcs transportés :
3. Numéros des marques auriculaires :
.....
.....

..... , le

Signature du détenteur.

B. CONTROLE AVANT LE DEPART

Le soussigné, Dr.
médecin vétérinaire agréé à déclare :

- a) avoir examiné le cheptel porcin de l'exploitation susmentionnée et n'avoir constaté aucun symptôme de maladie,
- b) avoir contrôlé les marques auriculaires des porcs susvisés ,
- c) avoir autorisé le transport direct des porcs vers l'exploitation désignée sous C₃

Les porcs seront transportés par :(Transporteur)

Fait à le
(date et heure)

Signature et sceau du médecin vétérinaire.

C. TRANSPORTEUR

1. Nom : Prénom :
 Rue : N° :
 Numéro postal : Commune :

2. Numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule :

3. Exploitation de destination :

Nom : Prénom :
 Rue : N° :
 Numéro postal : Commune :

..... le
 Signature du transporteur.

Cette autorisation doit accompagner le transport jusqu'à l'exploitation désignée sous C 3 et est valable pendant 24 heures à partir de la date et de l'heure indiquées sous B.
 Cette autorisation doit être remise immédiatement par le transporteur au détenteur de l'exploitation de destination

D. EXPLOITATION DE DESTINATION

1. Inventaire : truies
 verrats
 porcelets
 porcs à l'engraiss

2. Le soussigné, Dr. médecin vétérinaire agréé à , déclare :
 - avoir dressé l'inventaire repris sous D 1
 - avoir contrôlé l'identification des animaux mentionnés sous A 3
 - n'avoir constaté aucune irrégularité ni signe de maladie.

Fait à
 Signature et sceau du médecin vétérinaire

3. Le soussigné, Mr.

(Nom du détenteur):

- certifie que l'inventaire repris sous D 1 est complet,
- a pris connaissance du fait que seulement les porcs de boucherie peuvent quitter son exploitation pendant les 3 semaines suivant la date mentionnée sous C 3.

Fait à
 Signature

A envoyer à la circonscription vétérinaire mentionnée en tête.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 19 février 1987.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
 P. DE KEERSMAEKER

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 19 februari 1987

Afbakening van de bufferzones in gebieden III en IV

1. Volgende gemeenten vormen de bufferzone 1 :

- | | |
|---------------------------|--------------------------------|
| 1. Lommel | 37. Lubbeek |
| 2. Neerpelt | 38. Glabbeek |
| 3. Hamont-Achel | 39. Kortenaken |
| 4. Bocholt | 40. Geetbets |
| 5. Overpelt | 41. Nieuwerkerken |
| 6. Bree | 42. Alken |
| 7. Kinrooi | 43. Bierbeek |
| 8. Balen | 44. Boutersem |
| 9. Hechtel-Eksel | 45. Tienen (Tirlemont) |
| 10. Peer | 46. Linter |
| 11. Meeuwen-Gruitrode | 47. Zoutleeuw |
| 12. Maaseik | 48. Sint-Truiden (Saint-Trond) |
| 13. Meerhout | 49. Hoegaarden |
| 14. Ham | 50. Landen |
| 15. Leopoldsburg | 51. Gingelom |
| 16. Opglabbeek | 52. Hannut (Hannuit) |
| 17. Herselt | 53. Geer |
| 18. Laakdal | 54. Berloz |
| 19. Tessenderlo | 55. Waremmme (Borgworm) |
| 20. Beringen | 56. Wasseiges |
| 21. Houthalen-Helchteren | 57. Braives |
| 22. Begijnendijk | 58. Faimes |
| 23. Aarschot | 59. Donceel |
| 24. Scherpenheuvel-Zichem | 60. Verlaine |
| 25. Diest | 61. Saint-Georges-Sur-Meuse |
| 26. Halen | 62. Burdinne |
| 27. Lummen | 63. Villers-le-Bouillet |
| 28. Heusden-Zolder | 64. Héron |
| 29. Zonhoven | 65. Wanze |
| 30. Rotselaar | 66. Amay |
| 31. Holsbeek | 67. Huy (Hoei) |
| 32. Tielt-Winge | 68. Marchin |
| 33. Bekkevoort | 69. Modave |
| 34. Herk-de-Stad | |
| 35. Hasselt | |
| 36. Leuven (Louvain) | |

2. Volgende gemeenten vormen de bufferzone 2 :

- | | |
|-------------------------|------------------------|
| 1. Visé | 12. Thimister-Clermont |
| 2. Dalhem | 13. Welkenraedt |
| 3. Voeren | 14. Beyne-Heusay |
| 4. Aubel | 15. Fléron |
| 5. Plombières | 16. Soumagne |
| 6. La Calamine (Kelmis) | 17. Dison |
| 7. Lontzen | 18. Limbourg (Limburg) |
| 8. Raeren | 19. Baelen |
| 9. Eupen | 20. Olne |
| 10. Blégny | 21. Pepinster |
| 11. Herve | 22. Verviers |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 19 februari 1987.

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

Bijlage II bij het ministerieel besluit van 19 februari 1987

Toelating tot vervoer van varkens andere dan slachtvarkens van bedrijven gelegen in de bufferzones in toepassing van artikel 5 van het ministerieel besluit van 19 februari 1987.

MINISTERIE VAN LANDBOUW - DIERGENEESKUNDIGE DIENST

Omschrijving nr : Formulier nr :

A. BEDRIJF VAN HERKOMST

1. Naam : Voornaam :
..... straat, nr:
- Postnummer :, Gemeente :
2. Aantal en kategorie van de te vervoeren varkens :
3. Oormerknummers :
.....
.....

....., de

Handtekening van de houder.

B. CONTROLE VOOR VERTREK

Ondergetekende, Dr. aangenomen-dierenarts te verklaart :

- a) de varkensstapel op bovengenoemd bedrijf onderzocht te hebben en geen ziektetekens te hebben waargenomen.
- b) de oormerken van bovengenoemde varkens te hebben gecontroleerd.
- c) toelating te geven om de varkens rechtstreeks te vervoeren naar het bedrijf vermeld onder C3.

De varkens zullen vervoerd worden door : (Vervoerder)

Gedaan te
(datum en uur)

Handtekening en stempel van de dierenarts.

C. VERVOERDER

1. Naam : Voornaam :
..... straat, nr :

Postnummer :, Gemeente :

2. Nummerplaat voertuig :

3. Bedrijf van bestemming :

Naam : Voornaam :
..... straat, nr :

Postnummer :, Gemeente :

.....,de
Handtekening van de vervoerder.

Deze toelating moet het vervoer vergezellen tot in het bedrijf vermeld onder C3 is slechts 24 uur geldig te rekenen vanaf datum en uur vermeld onder B.
Deze toelating moet door de vervoerder onmiddellijk worden afgegeven aan de houder van bedoeld bedrijf.

D. BEDRIJF VAN BESTEMMING

1. Inventaris : zeugen
..... beren
..... biggen
..... mestvarkens
2. Ondergetekende, Dr., aangenomen-dierenarts
te, verklaart :
- de inventaris vermeld onder D1 te hebben opgemaakt;
- de identificatie van de dieren vermeld onder A3 te hebben gecontroleerd;
- geen afwijkingen of onregelmatigheden te hebben vastgesteld.

Gedaan te
Handtekening en stempel van de dierenarts.

3. Ondergetekende, De Heer
(Naam varkenshouder) :
- bevestigt dat de inventaris vermeld onder D1 volledig is;
- heeft kennis genomen van het feit dat enkel slachtvarkens zijn bedrijf mogen verlaten tot 3 weken na de datum vermeld onder C,3.

Gedaan te
Handtekening van de varkenshouder.

Terug te zenden naar de diergeneeskundige omschrijving vermeld onder de hoofding.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 19 februari 1987.

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER